|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | | ACTE D'ENGAGEMENT  (MARCHE < 40 000 € HT) | |

MARCHE N° 2025E245 *(Cadre* *réservé* *à* *l'administration)*

Fournitures  Services  Travaux

|  |  |
| --- | --- |
| A- | OBJET DU MARCHE |

MAINTENANCE PREVENTIVE DES STOCKEURS ROTATIF SITE VOIRON

|  |  |
| --- | --- |
| B- | PROCEDURE DE PASSATION |

Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence passée en application de l’article R2122-8 du code de la commande publique

|  |  |
| --- | --- |
| C- | IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR |

**ETABLISSEMENT SUPPORT du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Alpes Dauphiné**

**CHU Grenoble Alpes**

CS 10217

38043 GRENOBLE CEDEX 09

Site internet : <https://www.chu-grenoble.fr>

Profil acheteur (plateforme de dématérialisation) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

* Signataire du marché : Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes
* Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances : Madame la Directrice Générale
* Ordonnateur : Le représentant du Pouvoir Adjudicateur Madame la Directrice Générale
* Comptable assignataire : Monsieur le Trésorier Principal du CHU Grenoble Alpes

|  |  |
| --- | --- |
| D- | ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT D’ENTREPRISES TITULAIRE |

**Le signataire (Opérateur économique individuel),**

M./Mme : xxxx

Agissant en qualité de : xxxx

m’engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;  engage la société sur la base de son offre

Nom commercial et dénomination sociale : xxxxx

Adresse : xxxx

Adresse électronique : xxxx

Numéro de téléphone : xxxx

Numéro de télécopie : xxxx

Numéro de SIRET : xxxx Code APE : xxxx

Numéro de TVA intracommunautaire : xxxx

après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché suivantes dont l’ordre de priorité est défini ci-après (par dérogation à l’article 4 du CCAG FCS), et dont j'accepte (nous acceptons) les termes :

le présent Acte d’engagement

CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS) issu de l’arrêté du 30 mars 2021

CCAG - Travaux (TVX) issu de l’arrêté du 30 mars 2021 ;

CCAG-Techniques de l'Information et Communication (TIC) issu de l’arrêté du 30 mars 2021 ;

CCAG- Prestations Intellectuelles (PI) issu de l’arrêté du 30 mars 2021 ;

CCTP

Annexe financière (BPU ou DPGF)

Autres : devis ELECTROGLASS

Tous les CCAG sont consultables sur <https://www.legifrance.gouv.fr/>

après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus par le code de la commande publique ;

Je m'engage (nous nous engageons) sans réserve à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies au présent marché.

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement) exprimée en euros.

L'offre est valide pour une durée de trois mois à compter de la date limite de remise de l'offre.

**Les prescriptions définies au présent marché (clauses particulières complétées le cas échéant par le CCAG applicable à raison de la nature de la prestation) annulent les clauses/conditions générales et/ou particulières de vente que le titulaire ferait figurer dans ses devis et/ou tous autres documents.**

|  |  |
| --- | --- |
| E- | DUREE DU MARCHE / FORME DU MARCHE |

Le marché est conclu pour une durée débutant à compter de la notification jusqu’au procès-verbal de mise en service de l’équipement n’indiquant aucune réserve.

Le marché est conclu pour une durée de <NB MOIS ou NB JOURS> à compter de sa notification.

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification (période initiale), reconductible tacitement 3 fois pour des périodes identiques, sauf dénonciation expresse 4 mois avant sa date anniversaire (=date de notification).

En cas d’atteinte du montant maximum, l’accord-cadre est reconduit de manière anticipée à compter de la date de notification au titulaire du bon de commande ou de l’ordre de service provoquant ce dépassement.

Il s'agit d'un marché :

ordinaire

à bons de commande :  avec un montant maximum de 39 999 € H.T.

**OU**

avec une quantité maximale de <QTE MAXI>

|  |  |
| --- | --- |
| F- | EXECUTION DU MARCHE |

Nature des prestations :

Visite (s) préventive (s) (opérations nécessaires au bon maintien technique des appareils) :

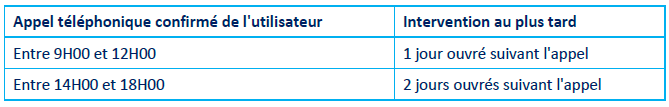
Elles seront entièrement à la charge du titulaire et réalisées comme décrit ci-dessous :

* Tests des organes mécaniques
* Contrôle de fonctionnement des sécurités (cellules, switch,)
* Examen des incidents de fonctionnement mémorisés par l’électronique
* Vérification de la tension de la chaine
* Graissages nécessaires
* Analyse des remarques formulées par l'utilisateur…

Une assistance téléphonique (hotline) est mise à disposition au numéro de téléphone suivant :

* 01 80 66 99 81 et ce pendant les jours ouvrés et
* Aux horaires compris de 08h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

L’appel doit être confirmé par mail à l’adresse : support.sav@electroclass.com dans les délais suivants :



|  |  |
| --- | --- |
| G- | PRIX |

Le prix des fournitures à livrer et/ou des prestations à exécuter est :

D’un montant € Hors Taxes de :

Taux de TVA :

Montant € Toutes Taxes Comprises :

**OU**

Indiqué dans l’annexe financière jointe au présent document.

Les prix applicables, réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre (dit mois "zéro") sont :

Fermes (c'est-à-dire non soumis à variation pendant la durée du marché)

Fermes la première année d’exécution puis révisables les selon la formule suivante : <FORMULE> avec une périodicité < ANNUELLE ou SEMESTRIELLE ou TRIMESTRIELLE ou MENSUELLE>

Fermes la première année d’exécution puis ajustables annuellement (à la date anniversaire du contrat) selon un barème.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur.

Les prix sont fermes et actualisables.

Cette actualisation interviendra selon les stipulations de l'article R.2112-11 du Code de la Commande Publique « Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s’écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l’offre et la date de début d’exécution des prestations ; que l’actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d’exécution des prestations ».

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non-exécutée du marché à la date d’application de l’ajustement lorsque l’augmentation financière en résultant est supérieure à **3 %** par an.

La clause limitative dite « de butoir » s'applique : l'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement est limitée à une augmentation de <POURCENTAGE>% maximum par an.

|  |  |
| --- | --- |
| H- | COMPTE(S) A CREDITER |

*Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire*

En cas de groupement, le paiement est effectué sur

un compte unique ouvert au nom du mandataire

les comptes de chacun des membres du groupement d'entreprise suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

|  |  |
| --- | --- |
| I- | PENALITES |

**Pénalité pour indisponibilité**

* Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l’acheteur et en dehors des travaux d’entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d’un organe ou dispositif ou d’une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l’indisponibilité d’un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l’exécution du travail en cours, au moment de l’incident.
* L’indisponibilité débute :
* Dans le cas d’une maintenance sur le site, au moment de l’arrivée de la demande d’intervention au titulaire. Lorsque l’accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l’acheteur, l’indisponibilité est suspendue jusqu’au moment où cet accès devient effectif ;
* Dans le cas d’une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l’élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché
* L’indisponibilité s’achève par la remise à disposition de l’acheteur des éléments en état de marche.
* Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d’utilisation après leur remise en état, la durée d’indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l’indisponibilité initiale.
* Le titulaire est tenu de faire connaître à l’acheteur la durée prévisible de l’indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés suivants :
  + Huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
  + Quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d’indisponibilité observée dépasse ces seuils, le titulaire est soumis à des pénalités qui seront calculées par application de la formule suivante :

**P = (V \* R) / 10**

Dans laquelle :

* P = le montant de la pénalité ;
* V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance
* R = le nombre de jours de retard

|  |  |
| --- | --- |
| J- | MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES |

**Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l’article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

* La date d’émission de la facture ;
* La désignation de l’émetteur et du destinataire de la facture ;
* Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l’émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
* Le numéro du bon de commande ;
* Le numéro du contrat ;
* La désignation du payeur avec l’indicateur du code d’identification du service chargé du paiement ;
* La date de livraison des fournitures ;
* La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
* Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
* Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d’une exonération ;
* Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l’exécution du contrat ;
* L’identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l’émetteur de la facture ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce. Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Les différentes demandes de paiement doivent parvenir aux différents émetteurs des bons de commande.

**Facturation électronique**

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l’article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

A ce titre, l’Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d’accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée Chorus Pro.

Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

L'obligation d'émettre des factures électroniques prendra effet :

* Le 1er septembre 2026 pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) ;
* Le 1er septembre 2027 pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les micro-entreprises.

>> En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro : https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-ouvrir-un-espace/

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Les informations ci-dessous sont à utiliser pour la facturation électronique :

Pour les formations du CHU Grenoble Alpes :

N° SIRET : 263 800 302 000 14

CODE CHORUS : PRESTATIONS\_MED\_HOT

**Délai global de paiement :**

Conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la Commande Publique, **les sommes** dues au(x) titulaire(s) **sont payées** dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur.

A défaut d’envoi des factures par lettre recommandée avec accusé de réception, le système de marquage du pouvoir adjudicateur portant réception du document vaut preuve opposable à l’opérateur économique.

En cas de retard de paiement, l’opérateur économique titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : par dérogation à l’article 11.6 du CCAG-FCS En cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu.

Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO; elles sont accompagnées du ou des motifs du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

**Paiement des cotraitants**

Conformément au CCAG en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l’exécution de ses propres prestations. Quant aux groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seule habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

|  |  |
| --- | --- |
| K- | RESILIATION |

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Toutefois, en cas de résiliation pour motif d’intérêt général, le titulaire ne percevra pas d’indemnité, par dérogation à l’article 42.

|  |  |
| --- | --- |
| L- | DONNEES PERSONNELLES |

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s’engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l’état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l’intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l’altération, la diffusion ou l’accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble-Alpes l’ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s’engage, entre autres, à :

* Indiquer le type de données personnelles traitées et s’assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
* Traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble-Alpes. Si le titulaire considère qu’une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l’Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble-Alpes ;
* Informer le CHU Grenoble-Alpes s’il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l’Union ou du droit de l’Etat membre auquel il est soumis ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s’engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
* Prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
* En cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble-Alpes de toute volonté d’ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble-Alpes dispose d’un délai maximum de vingt-et-un jour à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée qui si le CHU Grenoble-Alpes n’a pas émis d’objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s’assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponse aux exigences de la règlementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble-Alpes de l’exécution par le sous-traitant qu’il aura désigné de ses obligations ;
* Tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble-Alpes ;
* Le cas échéant, aider le CHU Grenoble-Alpes pour la réalisation d’analyses d’impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l’autorité de contrôle ;
* Communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s’il en a désigné un conformément à l’article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d’information ;
* Indiquer au CHU Grenoble-Alpes si le traitement fait l’objet d’un transfert de données hors de l’Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
* Informer le CHU Grenoble-Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l’adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

|  |  |
| --- | --- |
| M- | SIGNATURE DU MARCHE PAR LE TITULAIRE INDIVIDUEL OU LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT D’ENTREPRISES (DUMENT HABILITE) OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT D’ENTREPRISES |

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à -14 et R. 2143-6 du code de la commande publique.

Préciser si l’entreprise est une PME/TPE :

NON

OUI

Signature électronique

Signature manuscrite

Prénom, NOM et qualité du signataire\*, signature Lieu et date de signature :

*\*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la/les personne(s) qu'il représente*

|  |  |
| --- | --- |
| N- | SIGNATURE DU MARCHE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR |

La présente offre est acceptée pour valoir acte d'engagement.

Prénom, NOM et qualité du signataire\* Lieu et date de signature :

*\*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la/les personne(s) qu'il représente*

|  |  |
| --- | --- |
| O- | NOTIFICATION |

La notification consiste en la remise d'une copie du marché au titulaire. Cette remise sera opérée par échange dématérialisé (profil acheteur).